

PAUWELS, Jean-Pierre (dir.). *Géopolitique de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne au xxi<sup>e</sup> siècle*. Bruxelles, E. Bruylant, 1997,350 p.

André Brigot

Volume 30, numéro 1, 1999

La politique extérieure du Japon : au-delà du réalisme ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704015ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704015ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brigot, A. (1999). Compte rendu de [PAUWELS, Jean-Pierre (dir.). *Géopolitique de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne au xxi<sup>e</sup> siècle*. Bruxelles, E. Bruylant, 1997,350 p.] *Études internationales*, 30(1), 182-184.  
<https://doi.org/10.7202/704015ar>

Dans cette perspective, cette étude de cas de coopération transfrontalière montre les limites et les divergences des actions de coopération. Elle ne saurait se comparer à d'autres actions menées ailleurs dans l'Union européenne. Contrairement à ce que nomme J. Palard, il ne s'agit pas d'une des meilleures cartes de visite de l'intégration européenne; les difficultés à la coopération sont trop nombreuses pour les oublier à cause principalement des revendications nationalistes. Cet ouvrage présente un intérêt pour ceux ou celles qui sont intéressés par le processus de l'intégration européenne, car il s'agit d'une analyse fine des modes d'intervention et de collaboration entre acteurs locaux mobilisés par un projet porteur d'une profondeur historique qui souligne les difficultés et les obstacles à sa réalisation.

Jean-Pierre THOUÉZ

*Département de géographie  
Université de Montréal, Canada*

### **Géopolitique de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne au XXI<sup>e</sup> siècle.**

*PAUWELS, Jean-Pierre (dir.). Bruxelles,  
E. Bruylant, 1997, 350 p.*

Cet ouvrage constitue la seconde partie d'une analyse prospective et géostratégique du marché des hydrocarbures. Un premier volume, dont les conclusions sont résumées ici, concernait la géopolitique du gaz naturel du point de vue de l'Union européenne.

En ouverture, l'auteur, se fondant sur les approvisionnements pétrolier et gazier des trois grands en-

sembles: Union européenne, États-Unis et Japon depuis 1973, souligne une indépendance extérieure qui ne peut que s'accroître à l'horizon 2010. Si au cours des vingt dernières années les fournitures de la Norvège et du Royaume-Uni ont diminué de moitié la place du Moyen-Orient, la situation s'inversera de façon croissante dès les premières années du prochain siècle. La situation de l'offre, analysée ensuite, montre que les pays non OPEP, qui disposent d'environ 45 % des réserves mondiales, connaîtront une forte diminution de leur production. Les producteurs du Golfe apparaissent donc comme les seuls producteurs d'importance à l'avenir. Si différents scénarios suggèrent une importance croissante du gaz naturel sur le marché mondial de la thermie, on constate aussi une concentration géographique des zones exportatrices. L'Union européenne dispose d'un avantage de proximité avec les deux zones de production principales, le Moyen-Orient et l'ex-URSS, plus éloignées du continent américain dans son ensemble. Or dans le long terme le Moyen-Orient deviendra le réservoir par excellence des hydrocarbures pour l'ensemble de l'économie mondiale. Puisqu'il n'y a pas de contrainte financière au niveau macro-économique mondial, l'organisation entre les grands producteurs et les zones de large consommation devrait comporter plusieurs volets: les scénarios d'offre et de demande mais surtout la définition des capacités de production et de transport.

Or dans cette organisation, les États-Unis sont l'acteur extérieur dominant, voire le seul médiateur. Le Japon essaie quant à lui d'établir des relations privilégiées avec certains

fournisseurs. Quant à l'Union européenne, elle laisse le soin au marché d'assurer son approvisionnement futur. Ces orientations stratégiques sont développées dans les chapitres suivants qui montrent que dès 2010 le Moyen-Orient devrait assumer 70 % des exportations mondiales de pétrole et que l'Union européenne sera alors en situation de dépendance nettement prononcée. Si le continent américain peut avoir recours au gaz naturel pour compenser la réduction mondiale d'offre de pétrole, cela suppose que le Mexique et le Venezuela tiennent leurs promesses ; à défaut il faudra recourir aux pétroles non conventionnels du Canada (sables asphaltiques), au huiles extra-lourdes du Venezuela et aux schistes bitumeux des États-Unis.

Si les financements nécessaires ne posent pas de problèmes, les investissements sont soumis à des risques politiques longuement examinés et détaillés par pays. Les profils économiques et sociaux des principaux producteurs d'hydrocarbures du Moyen-Orient, à travers les chiffres de croissance économique, démographique, le commerce extérieur et la balance commerciale, etc. des principaux producteurs sont donnés.

On peut alors construire des estimations du risque politique (chapitre VI). Globalement l'auteur estime que les pays du Conseil de coopération du Golfe sont d'abord « une zone d'influence américaine ». Certes, il existe avec les pays européens des accords de coopération, mais les États-Unis assurent l'essentiel de l'organisation d'une stabilité globale à hauts risques. L'auteur imagine alors des scénarios de déstabilisation : regrou-

pement forcé de producteurs (par annexion), alliance possibles (par exemple entre l'Iran et l'Irak), clivages religieux et existences de minorités ethniques. Il en déduit des estimations de risques de guerre et des risques politiques domestiques pour les principaux pays.

Enfin, la sécurisation de l'approvisionnement en pétrole et en gaz de l'Union européenne est étudiée dans le chapitre final. Élargir la coopération entre pays producteurs et pays consommateurs, mais surtout ne pas faire reposer l'ensemble du système sur les mécanismes du marché sont présentés comme les priorités. Les États-Unis ont une véritable stratégie, reposant entre autres sur des réseaux d'exportateurs nationaux, alors que l'Union européenne n'a qu'une politique de moyens logistiques et a abandonné le projet d'une véritable charte européenne de l'énergie avec l'URSS en le transformant en un traité mondial sans consistance par l'irruption de l'ensemble des acteurs de l'OCDE !

Très documenté, fondé sur de multiples tableaux et données statistiques, ce livre fournit un des meilleurs bilans de la situation actuelle, des évaluations prospectives évidemment plus sûres quant aux stocks de matière première qu'en ce qui concerne les éventualités politiques. Enfin, on souscrit à l'appréciation désabusée concernant la volonté européenne actuelle de constituer une politique commune de l'énergie. Peut-être que la diminution des ressources de la mer du Nord et les évolutions en Asie centrale, peu développées dans ce livre, contraindront bientôt le vieux monde à organiser des relations qui ne lais-

sent pas au seul marché le soin d'adapter les intérêts des producteurs du Moyen-Orient à ceux des consommateurs européens.

André BRIGOT

*EHESS/CIRPES, Paris*

### **Global Europe. The European Union in World Affairs.**

*PIENING, Christopher. Boulder, Lynne Rienner, 1997, 264 p.*

Le titre de cet ouvrage est riche d'enseignements. Il révèle la prudence de l'auteur pour qualifier l'objet de son étude qui, pour reprendre des termes simples mais certainement plus évocateurs, porte sur la politique extérieure de l'Europe. Ce titre est aussi le révélateur de la difficulté que l'on peut avoir à saisir un phénomène aux contours incertains. Certes, le traité de Maastricht consacre la nécessité d'une politique étrangère et de sécurité commune, la fameuse PESC, mais le traité d'Amsterdam a depuis mis en évidence la faiblesse des avancées institutionnelles sur cette question. En revanche, on ne peut nier que l'Union européenne est aussi la première puissance économique de la planète et cette situation lui confère un rôle sur la scène internationale qui est loin d'être négligeable. Mais quelle grille de lecture adopter? Les catégories d'analyse classiques de la politique étrangère sont forcément inadaptées pour analyser un phénomène unique en son genre. L'auteur part du constat que nous sommes en présence d'une puissance globale émergente, mais sans que celle-ci ait prétention à devenir une puissance à vocation mondiale. Le lecteur aurait aimé certainement avoir plus de précisions sur le

premier concept ainsi que le paradigme qui le sous-tend. C'est certainement là la principale limite de cet ouvrage, mais en praticien avisé, l'auteur prend soin de préciser qu'il n'a aucune prétention à la théorisation. L'approche se veut donc descriptive ce qui n'a pas de connotation péjorative car, fonctionnaire au Parlement européen, l'auteur nous livre en parfait connaisseur des arcanes de l'Europe institutionnelle, une synthèse très documentée et parfaitement exhaustive de l'action extérieure de l'Europe.

Il ne pouvait résulter de ces choix qu'un plan qui revêt l'aspect d'un catalogue. Celui-ci privilégie un premier développement sur le rôle d'acteur économique à vocation mondiale de l'UE. Il faut attendre le deuxième chapitre pour que soit traité le thème de l'élaboration d'une politique extérieure commune. L'ordre des priorités dans les chapitres traduit l'évaluation que porte l'auteur sur la PESC. La suite obéit à un découpage par zones géographiques qui reprend les grands champs d'action de l'UE... et les organigrammes de la bureaucratie bruxelloise. On trouve un « étranger proche » dans lequel sont traités les autres européens et la Méditerranée, puis sont abordées les relations transatlantiques, les relations avec l'Amérique latine, les relations avec l'Asie et enfin celles avec les pays en voie de développement par les accords de Lomé.

Le bilan qui est ainsi fait est clairement présenté. Il s'agit d'une belle synthèse qui permet au lecteur d'avoir une connaissance d'ensemble d'une réalité complexe et disparate. On retrouve les limites du genre dans la conclusion qui n'offre guère de vision prospective. Il est clair que l'UE est